

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédérales

Résumé d'entrevue : Marco Mendicino¹

Le député et ancien ministre du gouvernement fédéral Marco Mendicino a été rencontré en entrevue par les avocats de la Commission le 23 février 2024. L'entrevue s'est déroulée dans un environnement sécurisé et comportait des références à des informations classifiées. Le présent document est la version publique du résumé d'entrevue classifié qui a été présenté comme élément au cours d'audiences tenues à huis clos en février et mars 2024.

Notes aux lecteurs

- Les segments de texte entre crochets sont des notes explicatives fournies par les avocats de la Commission pour aider le lecteur.
- La rédaction du présent résumé s'appuie sur la sous-division (a)(iii)(C)(II) du mandat de la Commission. Ce résumé divulgue la preuve pertinente aux fins des divisions (a)(i)(A) et (B) du mandat de la Commission qui, selon la Commissaire, ne porterait pas préjudice aux intérêts cruciaux du Canada ou de ses alliés, à la défense nationale ou à la sécurité nationale.
- Le présent résumé contient de l'information qui concerne la Commission en vertu des divisions (a)(i)(A) et (B) de son mandat. L'information fournie au cours de l'entrevue se rapportant à d'autres aspects du mandat de la Commission a été omise

¹ Traduction.

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédérales

de ce résumé, mais pourrait être présentée par la Commission à un stade ultérieur des procédures.

- Le présent résumé doit être lu conjointement avec les rapports institutionnels préparés par le gouvernement du Canada.

1.1 Contexte

- [1] M. Mendicino a été ministre de la Sécurité publique du 26 octobre 2021 au 26 juillet 2023. Avant de se lancer en politique, il a travaillé comme avocat. Il a été élu député d'Eglinton–Lawrence en 2015 et a occupé le poste de ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté de 2019 à 2021. Le député Mendicino a été président du caucus de l'Ontario, rôle qu'il a exercé entre 2015 et 2017. Il a également été coprésident de la campagne pour l'Ontario lors des élections fédérales de 2019 et a siégé au Comité directeur national du Parti libéral du Canada lors des élections fédérales de 2021.

2.1 Description générale de la Sécurité publique

- [2] M. Mendicino a expliqué que la responsabilité primordiale du ministre de la Sécurité publique est d'assurer la sécurité de la population canadienne. Le ministre est responsable du **Service canadien du renseignement de sécurité (« SCRS »)**, de la **Gendarmerie royale du Canada (« GRC »)**, de l'**Agence des services frontaliers du Canada (« ASFC »)**, du **Service correctionnel du Canada (« SCC »)** et de la **Commission des libérations conditionnelles du Canada (« CLCC »)**. En tant que ministre, M. Mendicino considérait qu'il était de sa responsabilité de veiller à ce que ces organismes accomplissent leur travail.
- [3] Questionné sur ses relations avec le sous-ministre de la Sécurité publique, son chef de cabinet et les directeurs des organismes qu'il supervisait pendant son mandat,

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédéraux

M. Mendicino a répondu qu'il entretenait des relations étroites avec eux afin de faciliter la circulation de l'information vers son cabinet. Il a fait remarquer que ses relations avec les directeurs des cinq organismes sont définies par la loi, et qu'il veillait à ce que chacun d'eux se sente en mesure de communiquer directement avec lui en tant que ministre. Cela se produisait selon les besoins, et il a rappelé la fois où, lors du « convoi de la liberté » de 2022 à Ottawa [groupe de personnes qui se sont rendues à Ottawa pour protester contre les politiques instaurées en raison de la COVID-19], la commissaire de la GRC, Brenda Lucki, l'a contacté directement pour discuter de la situation.

- [4] Pour M. Mendicino, **l'ingérence étrangère (« IE »)** était une priorité absolue lorsqu'il était ministre. En 2021, il existait un sentiment que l'IE était répandue et posait un problème de plus en plus grave. Le sujet était abordé au cours des séances de breffage quotidiennes et hebdomadaires. En tant que ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, M. Mendicino était conscient de la menace que représentait l'IE pour la sécurité nationale au Canada. Pour illustrer cette menace, il a cité l'exploitation potentielle du programme canadien de visas pour étudiants étrangers.

2.2 Circulation de l'information

2.2.1 Séances d'information sur l'IE

- [5] M. Mendicino s'est souvenu de séances d'information qu'il avait reçues au début de son mandat de ministre de la Sécurité publique. Ces séances portaient sur l'IE, et particulièrement sur la **République populaire de Chine (« RPC »)**.
- [6] À ce stade peu avancé de son mandat, M. Mendicino absorbait l'information sur la menace d'IE. Le principal enseignement qu'il a tiré est que les résultats globaux des

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédérales

élections de 2019 et de 2021 n'ont pas été compromis. Il se souvient également d'avoir voulu en savoir plus sur les mesures prises pour atténuer les menaces.

2.2.2 L'IE lors des élections de 2021

- [7] M. Mendicino a déclaré que c'est au cours d'une séance d'information tenue le 13 décembre 2021 qu'il a été mis au courant d'une affaire d'IE précise qui s'était produite pendant les élections fédérales de 2021.

2.2.3 Sujet d'intérêt pour le SCRS

- [8] M. Mendicino a reçu du renseignement sur les activités d'un sujet d'intérêt pour le SCRS vers la fin de 2021 ou au début de 2022.

2.2.4 Erin O'Toole et Kenny Chiu

- [9] M. Mendicino a fait remarquer que, jusqu'à la séance de breffage du 13 décembre 2021, il n'était pas au courant des activités des médias en langue chinoise visant potentiellement à décourager les électeurs canadiens de soutenir le Parti conservateur du Canada, le chef du parti Erin O'Toole et un autre candidat, Kenny Chiu.

2.2.5 Han Dong

- [10] Avant de devenir ministre de la Sécurité publique, M. Mendicino n'était pas au courant du renseignement entourant la nomination de Han Dong comme candidat libéral pour Don Valley-Nord en 2019. Il a toutefois fait remarquer que la mobilisation des communautés des diasporas et le transport en autobus d'électeurs potentiels vers les bureaux de vote sont des pratiques de campagne courantes. Il ne se souvenait pas de la date à laquelle il avait pris connaissance des allégations concernant Han Dong.

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédéraux

2.2.6 Inde

- [11] M. Mendicino a reçu une séance d'information sur l'IE indienne en 2021. Il aurait normalement demandé s'il devait prendre des mesures, mais cette séance de breffage n'aurait eu pour but que de lui faire prendre conscience de la situation.
- [12] Il a fait remarquer que la manière de présenter l'IE indienne dans la communauté de la sécurité et du renseignement est assez délicate. Par exemple, l'expression « extrémisme khalistanais » est très lourde de sens et, dans certains cas, peut susciter des réactions négatives au sein de la communauté. Il a cité certains rapports qui ont provoqué une réaction en raison du langage utilisé.

2.2.7 Russie

- [13] M. Mendicino, à titre de ministre de la Sécurité publique, a été breffé sur l'IE russe. La principale préoccupation concernant la Russie était la menace de cyberattaques et l'intimidation des communautés de la diaspora russe. M. Mendicino a fait remarquer que l'IE russe est essentiellement opportuniste et qu'il comprenait que si la Russie avait la capacité de s'ingérer dans les élections canadiennes, cela ne semblait pas être une priorité pour elle à cette époque.

2.2.8 Kenny Chiu

- [14] En référence à un rapport concernant le député conservateur Kenny Chiu et les élections fédérales de 2021, le député Mendicino a dit qu'il avait été mis au courant de cette question au cours d'une séance de breffage, mais qu'il ne se souvenait pas d'avoir vu ce rapport en particulier.

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédéraux

[15] M. Mendicino a souligné que les résultats globaux des élections de 2021 n'ont pas été compromis.

2.3 Autres rapports de renseignement

[16] On a porté à l'attention de M. Mendicino un rapport de 2021 concernant les activités d'ingérence étrangère de la RPC dans le contexte des élections fédérales de 2021, mais il ne se souvenait pas s'il avait été breffé directement au sujet de ce rapport de renseignement.

[17] Un autre rapport de renseignement concernant une ingérence potentielle survenue lors des élections de 2021 a été porté à l'attention de M. Mendicino. Il ne se souvenait pas d'avoir été breffé à ce sujet, mais a déclaré qu'il était possible qu'il y ait eu une séance de breffage. Il a exprimé son scepticisme face à l'activité signalée.

Réunion du 18 mai 2023

[18] Lorsqu'on a porté à son attention un ensemble de notes² indiquant qu'il était présent, le 18 mai 2023, à une réunion au cours de laquelle les fuites dans les médias ont été discutées, M. Mendicino a dit se souvenir de cette réunion. Il a expliqué qu'elle avait été convoquée pour informer divers ministres sur l'ingérence étrangère de la RPC à la suite des fuites survenues dans les médias. Il a indiqué qu'un expert en la matière du SCRS était présent pour fournir les éléments de contexte pertinents.

² CAN017676.

Non classifié



Public Inquiry Into Foreign Interference
in Federal Electoral Processes and
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère
dans les processus électoraux et les
institutions démocratiques fédéraux

[19] Les participants à la réunion se sont penchés sur l'exactitude des informations rapportées par les médias, parmi lesquelles figuraient notamment des affirmations inexactes selon lesquelles la RPC avait transféré 250 000 \$ à certains candidats aux élections fédérales.